

Compte rendu 1^{ère} réunion ordinaire du GMP

Les membres du Groupe multipartite de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, se sont réunis le jeudi 19 février 2015 à 10 heures, au siège du Secrétariat Permanent pour examiner l'ordre du jour suivant:

- Prise de contact avec les nouveaux membres
- Etat de la mise en œuvre du processus et état d'avancement de la collecte
- Avant projet code minier : position du GMP
- Publication des contrats
- Activités concernant l'inclusion du secteur de la pêche
- Situation financière

Le Président de séance, le Professeur Ismaila Madior Fall a salué les participants, et procédé à la lecture de l'ordre du jour qui a été réaménagé, puis validé. La liste des participants est attachée au compte rendu (cf. la feuille de présence)

1) **Concernant la prise de contact avec les nouveaux membres**, les participants se sont félicités de la désignation par FORTEZA et CAIRN Energy de représentants au sein du GMP et ont souhaité la bienvenue à M. Ibrahima Yade, et Madame Marième Diawara, nouveaux représentants du CONGAD et de Sabodala Gold Operations.

2) Concernant l'état de la mise en œuvre et l'état d'avancement de la collecte :

M. Touré Secrétaire permanent a d'abord rappelé les principaux axes du Plan d'action, qui s'articulent entre autres, autour du renforcement des capacités, de la collecte des données et de la publication des rapports et de la communication de l'ITIE.

Il a ensuite fait un bref survol des activités réalisées, rappelant qu'au début le GMP était confronté à un défi de capacité et que progressivement, il a fallu impliquer au-delà du GMP, les parlementaires, les acteurs du secteur privé et de la Coalition des OSC. Aujourd'hui, le plan d'action évolue vers l'élargissement de sa communication en direction du public, avec en perspective une décentralisation au niveau des régions, le lancement du site web, la validation d'une stratégie de communication.

Par ailleurs, il a parlé des activités phares du trimestre, en l'occurrence, la collecte des données en vue de la publication du rapport, la formation des

acteurs sur la législation et la fiscalité minière et pétrolière prévue autour des 19 et 20 mars, la formation des journalistes prévue le 28 février et la visite d'échange avec un pays conforme. La proposition a été faite au GMP de considérer la République du Congo (Brazzaville) dont le Coordonnateur National avait pris part à l'atelier de Lancement de l'ITIE au Sénégal. Le Congo jouit d'une grande expérience dans l'ITIE, en plus d'être le pays où le Parlement n'approuve pas le budget de l'Etat avant d'avoir consulté le rapport ITIE du pays. L'expérience Congolaise en matière de gestion du secteur pétrolier devrait aussi inspirer le GMP du Sénégal.

Pour ce qui est de la collecte des données, il a évoqué le recrutement de l'Administrateur Indépendant en l'occurrence le cabinet Fair Links qui est chargé d'élaborer les rapports de 2012 et de 2013. Le Sénégal a jusqu'au mois d'octobre 2015, pour produire son premier rapport ITIE, mais avec les difficultés rencontrées lors de l'étude de cadrage financée par l'UE, le comité s'est proposé de faire un rapport test. C'est pourquoi, le GMP a décidé sur recommandation des consultants, de prendre plus de temps pour compléter la précédente étude de cadrage avant de démarrer la production du rapport. La nouvelle collecte entamée auprès de l'administration a accusé un retard lié à la non-exhaustivité des données fournies par la Direction des Mines et par le Trésor. Les consultants ont d'ailleurs partagé leurs commentaires avec l'ensemble des administrations et un complément d'information est attendu de la part de plusieurs structures. M. Touré a expliqué qu'un accord a été trouvé avec les consultants pour une remise du projet de rapport au plus tard le 10 mars 2015.

Plusieurs questions ont été posées concernant les garanties à prendre pour ne pas rater l'échéance du mois d'octobre et le choix des dates pour la formation sur la législation et la fiscalité minière et pétrolière.

3) Concernant la position du GMP sur l'avant-projet de code minier : Les participants ont à l'unanimité, approuvé l'idée de formulation d'une position commune au GMP, même si l'exercice s'annonce difficile. Pour contourner cette difficulté, plusieurs recommandations ont été formulées mais seules deux ont été retenues :

- Collecter les documents de position produits par la chambre des mines et la coalition des OSC pour en faire une synthèse, à partager avec le GMP pour une validation.
- Revoir les possibilités de reformulation de l'article L83 qui traite de la confidentialité

4) Sur la publication des contrats

Le débat a porté sur la pertinence d'avoir un comité pour travailler dessus, du moment que les textes sont relativement favorables à sa mise en œuvre. Finalement, il a été convenu de mettre sur pied un comité Ad-hoc qui initierait la réflexion pour produire une feuille de route. Ledit comité regrouperait un membre du collège de la société civile, un des compagnies privées et un de chaque administration (Mine et Pétrole).

5) Concernant l'inclusion du secteur de la pêche

Après avoir rappelé qu'il s'agissait d'un point déjà inscrit dans le plan d'action ITIE, M. Touré a souhaité confirmer l'engagement du GMP à travailler sur cette problématique. Il a en outre indiqué que la Banque Mondiale était disposée à accompagner le GMP dans la mise en œuvre des études de faisabilité. Dès lors, le secrétariat pouvait procéder à une réallocation des fonds initialement destinés à l'étude de faisabilité afin de financer des rencontres d'information avec les acteurs.

Les participants ont donné mandat au Secrétariat de poursuivre la réflexion et de partager avec le GMP.

6) La situation financière (voir tableau de données financières)

Les données financières ont été partagées précisant les montants reçus de chaque partenaire et les niveaux de décaissement à ce jour.

Après cette présentation, certains participants ont exprimé le souhait d'avoir un rapport financier annuel du secrétariat pour plus de transparence. En réaction à cette demande, le Secrétaire permanent a indiqué que la seule difficulté résidait dans le traitement des informations confidentielles (salaires et

indemnités du personnel) qui relèvent du domaine privé. Mais les participants se sont dits favorables à cette pratique qui accroîtrait la transparence du Comité National et ont même proposé de communiquer l'ensemble des dépenses du secrétariat.

Après quelques discussions, le secrétaire permanent a dit avoir pris note des remarques et s'est engagé à réfléchir sur le mode de présentation qui n'exposerait pas les données personnelles des membres du secrétariat.

7) Divers : le rapport de MSI Integrity

A la demande de M. Aly Sagne, un point divers avait été ajouté à l'ordre du jour pour parler du rapport de MSI Integrity. Le rapport a produit une analyse du fonctionnement des GMP dans plusieurs pays. Au Sénégal, le secrétariat de l'ITIE qui a pris connaissance du rapport a exprimé son étonnement du fait que la plupart des informations se sont révélées inexactes.

Mais, M. Sagne soutient que malgré tout le rapport contiendrait quelques aspects positifs comme les recommandations sur la gouvernance des mécanismes multipartites qui pourraient être utiles pour le Sénégal.

Les membres du GMP ont souhaité disposer du rapport pour pouvoir se prononcer dessus.

L'ordre du jour épuisé, la séance fut levée vers 13h.

Secrétaire de séance

Mariane Ndiaye



Président de séance




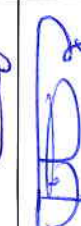


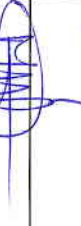


Professeur Ismaïla M. Fall



REUNION DU COMITE NATIONAL DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

FEUILLE DE PRESENCE 19 FEVRIER 2015

N°	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact	Emargement
1.	Maricène Diassara THIAU	SGO	CSO Advisor	maricene.diassara@teranga-gold.com (+33(0)73827382)	
2.	Mos THIAU	MEP/DAID	chef de SES	teranga@daid.sn 33(0)891 90 850	
3.	David TROSE	RANDCOLD	Country manager	David.mbaye@randgold.com	
4.	Coouma N'Doug	WATELANCA	comptable technique	cooumandoug@ymail.com	
5.	Seyni TOURE	CARNENERGY	Environnement	seyni.toure@carinenergy.com	
6.	Barbara THOBA	PRV/PATENA	Chargée Com Securities Case	boukar.doube@gmail.com	
7.	EL Hadji A GADIS	FORIESA	Responsable	elhadj@foriasa.sn	
8.	Yocelan DIAW	Sococin/er	DRSE	Yocelan.diaw@sococin.sn	
9.	Seyda GASSAMA	AT/teranga	Directeur	seyda.gassama@teranga.sn	

N°	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact	Emargement
10.	Aly SARRÉ	Société Civile	Pr	al.sarré@aim.com	
11.	Ihsadima YADÉ	CONGAD	Représentant	iyadé@congs.sn	
12.	Paul Dominique Costea	Sté Civ Jécinip	Member	paul.dcostea@gmail.com	
13.	Joseph Gabriel SAMBOU	Ministère Hydrocarbures	Membre STIP	jogaby93@gmail.com	
14.	Raymond SAGNA	ONG/MND	Pr	raymond.sagna@yahoo.fr	
15.	Oleikha TOURÉ	Secretariat	S-P-ITIE	oltouré@gmail.com	
16.	Ismaïls La Nadin Fall	CN-ITIE	Md-ITIE	ismaili@fallhothard.com	
17.	Naïmane Kalsaya	SP-ITIE	Programme	naïmanekalsaya@cljohard.com	
18.	Jean François Traoré	SP-ITIE	C. Coordonn	jeanfrancois@traoré.com	
19.					
20.					